

ARRÊTÉ 2025-DCAT-BEPE- 219

du 19 JUIN 2025

imposant des prescriptions complémentaires à la société Logifare vis-à-vis des substances per et polyfluoroalkylées dans ses rejets aqueux pour ses installations situées sur le territoire des communes de Farebersviller, Seingbouse et Henriville

**LE PRÉFET DE LA MOSELLE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- Vu** le code de l'environnement, livres I et V et notamment ses articles L.181-14 et R.181-45 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;
- Vu** le décret du 16 janvier 2023 portant nomination de M. Richard Smith, secrétaire-général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté préfectoral DCL n° 2025-A-45 du 19 mai 2025 portant délégation de signature en faveur de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 97-AG/2-234 du 18 novembre 1997 modifié autorisant la société Katoen Natie France à exploiter une plate-forme logistique d'entrepôt et une station de lavage intérieur de citernes routières à Seingbouse ;
- Vu** le courrier du 7 juillet 2008 par lequel la société Logifare déclare reprendre les activités de la société Katoen Natie France à Seingbouse ;
- Vu** l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le courriel de la société Aspect Environnement ayant réalisé les prélèvements et analyses de substances per- et polyfluoroalkylées sur le site du 8 août 2024 ;

- Vu** le rapport du 19 mai 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, service chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le courrier préfectoral du 26 mai 2025 informant la société Logifare des prescriptions complémentaires envisagées et le projet d'arrêté préfectoral correspondant ;
- Vu** les observations formulées par la société Logifare sur le rapport d'inspection du 19 mai 2025 par courriel du 18 juin 2025 ;
- Vu** l'absence de nouvelles observations de la société Logifare suite au courrier préfectoral du 26 mai 2025 ;

Considérant que certaines substances per- et polyfluoroalkylées sont susceptibles de porter atteintes à l'environnement et à la santé humaine, intérêts protégés de l'article L511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que les analyses de substances per- et polyfluoroalkylées, réalisées sous agrément du ministère en charge de l'environnement en date du 12 décembre 2023, révèlent la présence de fluor organique en quantité significative dans les rejets aqueux de la société Logifare ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 20 février 2025, l'exploitant a démontré à l'inspection des installations classées que les dispositifs de lutte contre l'incendie du site autres que l'extincteur à eau avec additif BSX233, les produits utilisés pour le lavage des citernes et silos ainsi que les produits précédemment transportés par les citernes routières avant lavage entre les 8 et 12 décembre 2023 ne contiennent pas de substances PFAS ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 20 février 2025, l'exploitant a déclaré ne pas avoir réalisé d'exercice incendie majeur sur le site et ne pas avoir subi d'incident majeur entraînant une utilisation massive de l'extincteur susvisé ;

Considérant que la société Aspect Environnement ayant réalisé les prélèvements et analyses souligne dans son courriel du 8 août 2024 :

- que la méthode AOF consiste en la mise en contact d'un volume défini d'échantillon avec du charbon actif, puis en la filtration de l'échantillon après agitation afin de récupérer le support d'adsorption ;
- qu'à l'étape de la filtration, les particules de plastique (pouvant contenir des matières chlorées et fluorées en fonction du contenu des citernes lavées) sont bloquées dans le support d'adsorption, entraînant le dosage de matières halogénées qui ne sont pas des composés fluorés ou chlorés adsorbables (car non libres) lors de la mesure des AOF ainsi qu'une sur-évaluation des teneurs mesurées (faux positif) ;
- que la concentration élevée mesurée en AOF en décembre 2023 dans l'installation Logifare proviendrait de la présence particules de plastiques dans le rejet de décembre 2023 ;

Considérant dès lors, qu'il convient de surveiller, à l'aide d'analyses supplémentaires, que la concentration élevée mesurée en fluor organique en décembre 2023 ne se reproduise pas afin de limiter les impacts d'émission de substances per et polyfluoroalkylées sur l'environnement et la santé humaine ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société société Logifare, dont le siège social est situé Mégazone Moselle Est – Parc d'activités communautaire n°1 – Seingbouse (57455), est tenue de respecter à compter de la notification du présent arrêté, pour l'exploitation de sa plate-forme logistique d'entreposage située sur les communes de Farebersviller, Seingbouse et Henrville les prescriptions du présent arrêté.

Article 2 : surveillance des émissions de substances per- et polyfluoroalkylées et de leurs effets sur l'environnement

L'exploitant met en œuvre une surveillance trimestrielle de ses émissions de substances per- et polyfluoroalkylées sur l'eau d'approvisionnement du site provenant du réseau communal ainsi que sur le point de rejet aqueux relatif à la sortie de la station de pré-traitement des effluents d'eaux résiduelles provenant de la station de lavage des citernes, du lavage des silos ainsi que d'éventuelles eaux d'extinction d'incendie de la partie sud du site pendant une durée d'un an, soit 4 campagnes d'analyse. Les analyses comprendront :

- une estimation de la quantité totale de substances PFAS présente, en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF) ;
- les 20 substances obligatoires décrites à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.

L'exploitant s'assure que l'organisme agréé de mesure prendra les dispositions nécessaires afin d'assurer la fiabilité des résultats d'analyse

Les résultats d'analyses accompagnés de commentaires sont transmis à l'inspection des installations classées via la plateforme GIDAF au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure.

Article 4 :

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de Farebersviller, Seingbouse et Henrville et pourra y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché pendant une durée minimum d'un mois dans la mairie des communes susvisées. Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de la commune susvisée et adressé à la préfecture.

Le présent arrêté sera publié sur le portail internet des services de l'État en Moselle (*publications – publicité légale installations classées et hors installations classées – Arrondissement de Forbach – Boulay-Moselle*) pendant une durée minimale de 4 mois.

Article 5 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est, les maires de Farebersviller, Seingbouse et Henriville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la société Logifare et au sous-préfet de Forbach – Boulay-Moselle.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

Richard Smith

Voies et délais de recours

En application de l'article R.181-50 et R.181-51 du code de l'environnement :

Les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15-1 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R 181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Pour les décisions mentionnées à l'article R.181-51, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans les délais susmentionnés.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours citoyens depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

